

# *Développer une citoyenneté active*



On a dit et redit que le payeur de taxes et le consommateur ont pris la place du citoyen. Le siècle a été traversé par des revendications radicales et des conflits majeurs, va-t-il s'achever dans la torpeur ? Ou bien la lutte a-t-elle pris d'autres formes moins visibles ? Quoiqu'il en soit, il apparaît nécessaire de revitaliser la solidarité citoyenne. Comment reconstruire les réseaux pour faire émerger avec force les revendications sur la place publique et réveiller l'apathie des citoyens ?

Confrontés à toutes sortes d'injustices dans leur travail de tous les jours, comment fonctionnent les groupes d'alphabétisation populaire pour répondre aux problèmes et besoins des personnes avec lesquelles ils travaillent ? Comment, à partir des activités qu'ils mènent en atelier, les animateurs et animatrices font-ils pour promouvoir une culture de la citoyenneté et faire entendre la voix de ceux et celles qui sont en marge de la Cité ?



# LA MULTIPLICATION

## des lieux d'implication : vers une citoyenneté active et diversifiée

Guillaume Beaulé, Alpha-Témis

Contrairement aux apparences, les citoyens n'ont pas déserté la sphère politique. Il faut plutôt parler de « nouveaux » citoyens, qui ont un comportement différent et qui pratiquent le militantisme autrement.

Si nous examinons les données habituellement utilisées pour mesurer la « santé démocratique » d'une société, nous pouvons être tentés de conclure rapidement à une apathie populaire montante face à tout ce qui touche au politique. Ainsi, les politicien-ne-s obtiennent le plus bas pourcentage de confiance dans les sondages, les électrices et électeurs s'identifient de moins en moins aux partis politiques et les taux de participation aux scrutins stagnent aux environs des 70 % (50 % en moyenne aux États-Unis). Malgré cela, les gens continuent généralement de réagir face aux événements qui marquent la scène politique, ce qui ne correspond pas, par conséquent, à une apathie classique. Comment peut-on alors expliquer une telle situation ? Si les gens réagissent mais qu'ils le font moins par le biais des partis politiques et par le vote aux élections, alors ils utilisent des moyens alternatifs. Le militantisme et les revendications empruntent d'autres voies, d'autres organisations, d'autres outils et d'autres stratégies. De plus, les motifs pour lesquels les gens s'impliquent se transforment eux aussi. Dans cet article, nous décrivons quelques exemples de militantisme variés, et nous expliquerons certaines transformations dans la manière de militer. Nous verrons aussi que le communautaire constitue une des principales voies alternatives. Finalement, nous parlerons du rôle des groupes alpha, dans un tel contexte.

### Un militantisme plus varié

De nos jours, les revendications peuvent s'exercer par diverses voies. Ainsi, l'attraction des groupes communautaires n'empêche pas les gens de militer dans les partis politiques. Ceci donne naissance à des combinaisons d'organisations assez intéressantes. Lors de nos entrevues, nous avons rencontré des membres du PQ et du BQ qui militaient également dans des comités de citoyen-ne-s de leur ville respective, sur des dossiers plus locaux. Bref, il est possible de militer dans divers types d'organisations, pour des intérêts variés. Les gens peuvent aussi s'impliquer dans diverses organisations pour défendre un seul intérêt. Par exemple, nous avons rencontré un membre du PQ qui militait aussi dans le mouvement Québec-Français, alors qu'un autre s'impliquait également au Bloc et à la Société St-Jean Baptiste. Ici, la défense de la langue française justifiait leur implication simultanée dans ces différents groupes. Ces scénarios indiquent l'éclosion de comportements nouveaux et parfois inusités (peut-être moins de nos jours). Ainsi, certains membres actifs d'un parti politique travaillent fortement à l'élection de leur candidat, dans leur comté. Puis, après l'élection, ils utilisent des groupes de pression pour « taper sur la tête » de leur député, qu'ils ont pourtant aidé à élire. Ces militants préfèrent alors exercer des pressions par le biais d'un groupe, qui défend spécifiquement une catégorie d'intérêts et

de gens, sur un député qu'ils connaissent bien et qui sera possiblement plus sensible à leurs demandes. Le contexte actuel laisse donc plus d'opportunités aux militants, qui peuvent adapter et combiner plusieurs manières de revendiquer.

### **La vitalité du communautaire**

Les organismes communautaires constituent donc une voie alternative intéressante pour s'impliquer dans la sphère politique. D'ailleurs, selon Mayer<sup>1</sup>, 40 % des Français militent dans une organisation quelconque (incluant le communautaire), contre 3 % seulement dans les partis politiques. Au Québec, selon Godbout<sup>2</sup>, le nombre de groupes communautaires est passé de 6 100 en 1973, à 24 510 en 1989. Il a donc quadruplé. Qu'est-il arrivé pour que les groupes communautaires obtiennent la faveur des militants, au détriment des partis politiques ? Tout d'abord, les partis s'avèrent de moins en moins représentatifs de leurs membres et de l'électorat. Ils tendent à adopter les mêmes lignes de pensée, ce qui les pousse à défendre le même genre d'intérêts. De leur côté, les groupes communautaires sont plus représentatifs des gens qui les fréquentent, parce qu'ils opèrent directement dans leur milieu. En étant près des gens, ils saisissent alors mieux leur réalité et leurs besoins. De plus, ces groupes défendent généralement mieux leurs intérêts, justement parce que ce sont des intérêts particuliers, propres à une population homogène. Par exemple, les groupes en alpha s'occupent des analphabètes et de leurs droits. En comparaison, un parti politique doit se charger d'une multitude d'intérêts divers, propres à des groupes très différents (les besoins des analphabètes mais aussi ceux des personnes assistées sociales, des homosexuel-le-s, des immigrant-e-s, des entrepreneur-e-s, etc.). Par conséquent, il est plus difficile pour un parti de travailler avec tous ces intérêts, parfois même opposés, comparativement

à un groupe communautaire qui défend une catégorie spécifique de gens. De plus, il faut mentionner que les individus ont aussi tendance à défendre des intérêts plus concrets, les touchant directement dans leur quotidien (exemple : les frais de scolarité pour un-e étudiant-e), plutôt que de soutenir des grands idéaux (comme la social-démocratie ou libéralisme). Ceci favorise donc l'adhésion aux groupes communautaires, qui traitent de problématiques plus ciblées et qui défendent mieux ce type d'intérêts (comparativement aux partis). Bref, dans ce contexte, ces groupes offrent une alternative intéressante pour ceux qui veulent s'impliquer dans la sphère publique.

### **Transformations dans le fonctionnement des groupes**

De manière générale, les groupes travaillent de façon plus planifiée et à « long terme », sur des actions plus « calmes ». En effet, au lieu de confronter les autorités, ils essaient habituellement dans un premier temps de négocier, par exemple, à des tables de concertation, avec les différents partenaires concernés par le dossier (dont le gouvernement). Les dépôts de mémoires aux commissions parlementaires et les rencontres avec les politicien-ne-s font aussi partie du menu des actions possibles. Par exemple, un membre d'une association de défense des droits nous indiquait qu'il faut faire « poliment » passer le message : « C'est de dialoguer avec les gens, exprimer ce que nous autres on ressent pis ce qu'on aimerait avoir... C'est pas d'aller là en criant ! » Par conséquent, les groupes doivent se bâtir une crédibilité, afin d'être écoutés lors des rencontres, dans le but d'influencer les autres partenaires. L'un des moyens pour construire cette crédibilité consiste à proposer des alternatives et des solutions au problème abordé, au lieu simplement de revendiquer des changements. Ils doivent alors

proposer eux-mêmes des solutions viables et convaincre les autres partenaires de les adopter. Pour ce faire, la bonne connaissance des dossiers s'avère primordiale. En disposant des dernières données sur l'évolution du problème, les groupes exposent une image sérieuse, en plus d'être mieux outillés pour construire leur solution et influencer les autres. Ainsi, la sensibilisation continue d'être l'un des principaux objectifs de l'action des groupes communautaires (en matière de pression). Cette sensibilisation passe toujours en partie par les médias d'information. Lorsque le dossier ne fait plus l'actualité, les groupes peuvent alors le « réactualiser » en utilisant les journaux ou la télévision. Si le dossier est encore d'actualité, ils peuvent exposer et vendre leurs solutions. Dans un tel contexte, les connaissances en communication constituent un atout appréciable. Par conséquent, certains groupes plus en moyens engagent un expert en relations publiques, qui s'occupera du volet médiatique. Bref, les groupes tendent davantage à fonctionner comme des organisations privées ou encore comme des partis politiques, du moins en matière de pression. Ils misent sur un travail de concertation et de sensibilisation, en disposant de l'information et en créant des alternatives pour résoudre les problèmes. En comparaison, les groupes des années 70 axaient leurs actions sur des manifestations plus bruyantes et colorées, souvent sans proposer d'alternatives réalistes.

### **Le rôle des groupes en alpha**

Peu importe le type d'organisation et les moyens utilisés pour militer, les groupes en alphabétisation jouent un rôle important dans le développement de la citoyenneté active. Globalement, ils dotent les plus démunis de notre société des outils nécessaires pour participer activement à la vie « publique ». Tout d'abord, en leur enseignant à lire et à écrire, ils leur permettent d'accéder à l'information et à la communication, qui constituent les bases essentielles de notre vie démocratique. Ensuite, ils redonnent fréquemment la confiance en soi aux participantes et participants. En apprenant à lire et à écrire, ceux-ci se sentent revalorisés et intégrés de nouveau à la société. Ils sont alors plus à l'aise

et plus aptes à défendre leurs intérêts. Ils ont moins peur de foncer et de se faire entendre. Enfin, les groupes en alpha donnent l'occasion aux participantes et participants de vivre une expérience de groupe, en milieu communautaire. Ceux-ci peuvent alors apprendre à fonctionner en groupe (exemple : les règles de procédure en assemblée, dans un c.a.), dans une démocratie à petite échelle. Ils adhèrent aussi, pour la plupart, à des valeurs humanitaires propres au milieu communautaire, tels l'égalité, le partage ou la solidarité. Par conséquent, les groupes en alpha offrent une base solide aux individus, afin qu'ils puissent prendre l'initiative de se défendre, eux et leurs intérêts, dans une société inondée d'informations écrites et où la communication constitue un atout important (autant pour les individus que pour les groupes).

Bref, avec les changements qui tendent à s'opérer actuellement, les groupes communautaires prennent de plus en plus leur place au niveau de la vie « publique ». Ils deviennent des instruments privilégiés pour la revendication de certains intérêts, généralement ceux des strates les plus démunies de la société (et donc ayant peu les moyens de se défendre). Quant aux groupes en alpha, ils jouent un rôle des plus importants en fournissant les armes de base nécessaires à ces individus. Malgré toutes les menaces de coupures et de transformations majeures, si nos groupes ont réussi à redonner l'espoir, ne serait-ce qu'à une seule personne, alors nous n'avons pas travaillé pour rien, bien au contraire. Si, grâce à nos actions, une seule personne lit le journal, écrit des lettres à son député ou signe des pétitions, nous avons alors contribué au mieux-être de notre société.

*Les informations dans cet article (à l'exception de celles qui concernent les groupes en alpha) proviennent d'un mémoire réalisé dans le cadre d'une maîtrise en sociologie, à l'UQAM.*

1. MAYER, N. et PERRINEAU, P. *Les comportements politiques*, éditions, A. Colin, Paris, 1992, p. 16.
2. GODBOUT, J. *La participation politique : leçons des dernières décennies*, IQRC, Québec, 1991, p. 240.